

Introduction au chapitre :

Dans le chapitre précédant, nous avons montré à travers des études faites par de grands économistes (Rodrik, Acemoglu, Sach...) que les institutions ont un poids important dans la croissance économique. Ce sont ses déterminants profonds. Ainsi en améliorant les institutions, les pays pourront accroître leur revenu national et améliorer le niveau de vie des habitants.

Sachant que les institutions sont le moteur de la croissance, les chercheurs ont tenté de comprendre les raisons pour lesquelles certaines sociétés continuent de maintenir des institutions défaillantes. On essayera dans ce chapitre de répondre à cette question pertinente.

Section 1 : les caractéristiques politiques et économiques des pays ex-socialistes

A) La différence dans la structure du système politique entre les pays :

1- Les types de transitions selon les pays

Vers les années 1990, la majorité des pays ex-socialistes sont entrés dans une période de transition vers l'économie de marché. Or, la transition institutionnelle était largement différente entre les pays (Thorsten, 2005 (Bounoua 2010)). On peut de ce fait constater deux types de transitions.

- Le modèle de **la main invisible** : certains pays ex-socialiste comme la Pologne ont réussi leur transition. le gouvernement polonais a ainsi entamé des réformes institutionnelles efficaces conformes à une économie de marché saine qui favorise l'investissement et la croissance. En ayant un système politique ouvert, compétitif, participatif et peu corrompu qui a permis de créer des institutions pour la protection des droits de propriété, le renforcement des contrats ...¹
- **Le modèle saisissant** : dans la majorité des pays ex-communistes, la transition institutionnelle ne s'est pas déroulée de la même manière que la précédente. La transition vers l'économie de marché était plus difficile et moins réussie. Ces pays étaient caractérisés par un système politique non compétitif à parti unique, corrompu et dominé par une petite élite dirigeante.

¹ Thorsten Beck and Luc Laeven, **Institution building and growth in transition economies**, 2005, p11;
http://siteresources.worldbank.org/DEC/Resources/Institution_BuildingGrowth_tbeck_laeven.pdf

Cette dernière a réussi à bloquer les réformes et à mettre en place des institutions néfastes qui lui permettent de garder sa position dans le pouvoir et profiter des ressources naturelles du pays.

La question qui se pose est la suivante :

Pourquoi ces pays n'ont pas la même nature du système politique ?

2- Les facteurs explicatifs de cette différence :

Pour répondre à cette question les chercheurs ont fait plusieurs études. Ils ont trouvé que la différence du système politique peut être expliquée par deux facteurs importants : la dotation en ressources naturelles et l'expérience historique des pays ex-socialiste.

2-1- la dotation en ressources naturelles :

Lorsque le pays est doté d'une abondance en ressources naturelles, le gouvernement est moins enclin à mettre en place de bonnes institutions favorable à une économie de marché. Il est ainsi plus facile pour l'élite dirigeante de tirer profit des ressources naturelles -qui lui procurent un revenu à court terme- que de mettre en place des réformes institutionnelles dont l'effet est à long terme.

2-2- l'expérience historique des pays ex-socialistes :

Les pays qui ont connu une grande période de socialisme où les élites socialistes ont maintenu le pouvoir au début de la transition, ont mis en place des institutions servant leurs intérêts. L'absence des syndicats, des sociétés civiles, de la liberté de la presse a entraîné l'absence de la compétition au sein du système politique. Par conséquent les élites étaient libres de concevoir les institutions sans qu'elles soient confrontées à une opposition politique.¹

3- Le cas de l'Arménie :

L'Arménie comme l'Azerbaïdjan sont des pays de l'ex-URSS. Ils ont eu une longue période de communisme (71 ans). Ces deux états sont entrés en guerre pour un problème territoriale. Cette guerre a entraîné l'émergence d'un mouvement nationaliste en Arménie accompagné d'un changement de la structure institutionnelle grâce à de nouvelles élections parlementaires.

¹ Thorsten Beck and Luc Laeven, **Institution building and growth in transition economies**; op.cit;p12

Le nouveau gouvernement a renforcé l'état de droit et la protection des droits de propriétés. Durant la période de transition, ce pays a connu un niveau de PIB parmi les plus élevé.

Son voisin l'**Azerbaïdjan**, bien qu'il ait connu le même parcours, sa croissance durant cette période était très faible. Ce pays a maintenu la même structure institutionnelle (caractérisé par des institutions extractives) que celle adoptée sous le régime socialiste.

La différence de trajectoire institutionnelle entre l'Arménie l'Azerbaïdjan peut être expliquée par des différences de dotation en **ressources naturelles**. L'abondance en ressources naturelles en Azerbaïdjan a encouragé un comportement de recherche de rente. Tandis que la rareté des ressources en Arménie a permis le basculement du pouvoir politique vers un système politique plus performant.¹

4- **L'étude empirique** :

4-1- la relation entre le développement institutionnel et les deux facteurs :

Pour prouver que les deux facteurs influent sur la structure du système politique, les chercheurs ont d'abord régressé le développement institutionnel (de 1996) des pays ex-socialistes (mesuré par la moyenne des six indicateurs de gouvernance de Kaufman) sur les deux facteurs.

les dotations en ressources naturelles sont mesurées par les exportation brutes des ressources et l'expérience historique est mesurée par le nombre d'années que les pays ont passé sous le régime socialiste.

Résultats :

- Les résultats de la régression montrent que la dotation en ressources naturelle explique 48% de la variation de l'indicateur de développement institutionnel entre les pays. Tandis que l'expérience historique durant la période socialiste explique 58% de la variation de cet indicateur.

¹ Idem,p13

4-2- le lien entre l'ouverture politique et le développement institutionnel

Les chercheurs ont ensuite constaté qu'il ya une forte corrélation entre le développement institutionnel de 1996 « l'ensemble des réformes institutionnelles qui ont été faites depuis la première année qui a suivi la transition » et la structure politique initiale de 1992 « la première année qui a suivi la transition ».

Les pays qui ont bénéficié d'une ouverture politique dans la première année de transition ont un indicateur de développement institutionnel élevé et vice versa. Pour confirmer ce lien, les auteurs ont régressé la structure politique initiale sur les deux facteurs cités plus haut. Pour cela, ils ont choisis deux indicateurs pour mesurer la structure politique initiale :

- Les contraintes imposées aux dirigeants politiques : le degré d'indépendance du chef de l'état dans la prise de décision calculé sur une échelle de 1 à 7

1 : autorité absolue.

7 : le dirigeant du pays consulte d'autres institutions politiques avant la prise de décision.

- Le nombre des sièges occupés par l'ancienne élite socialiste au parlement après la transition.

Les résultats :

Les chercheurs ont ainsi constaté que les deux facteurs (la dotation en ressources naturelles et l'expérience historique) exercent un impact significatif sur les contraintes exécutives.¹

B) Le rôle de la colonisation dans l'explication des différences de la nature initiale du système politique :

Acemoglu, Jonson et Robinson ont fait le lien entre les différentes structures institutionnelles dans les ex-colonies et les stratégies de colonisation selon les pays.

Ces auteurs soulignent que la différence de la structure politique initiale des pays colonisés est due à la différence de politiques mises en place par les colons dans les différents pays.

1- Les différentes stratégies coloniales :

Les colons européens : britanniques, espagnols, français et portugais durant le 18^{ème} et le 19^{ème} siècle ont conçu différentes institutions selon les conditions des pays colonisés.

¹ Idem ; p19-26.

Dans certaines colonies comme au Canada, en nouvelles Zélande ou en Australie, le gouvernement colonial a reproduit les mêmes institutions du pays d'origine et les a même améliorées. Ces institutions garantissaient l'efficacité du système judiciaire dans la protection des droits de propriété.

En revanche, dans les autres pays en développement comme en Amérique Latine, en Afrique ou en Asie, les colons ont mis en place une structure institutionnelle médiocre, des institutions de pillage qui ont pour objet de faciliter l'exploitation des ressources.¹

Ces institutions ont persisté même après l'indépendance. Ces pays ont maintenu un système politique où les élites refusent les réformes institutionnelles pour profiter au maximum de la rente.

La question qui s'est imposée à nous est : pourquoi les colons n'ont pas adopté la même politique dans tous les pays colonisés ?

2- L'environnement géographique des pays colonisés :

Les chercheurs soulignent que ce sont les caractéristiques géographiques, naturelles et environnementales qui déterminent les différentes stratégies adoptées par les colons européens.

- Les pays dotés d'une abondance en ressources naturelles et/ou il y'eue une propagation des maladies contagieuses comme le paludisme, les colons ont instaurés de mauvaises institutions.
- Tandis que dans les pays où les ressources naturelles étaient rares, les colons se sont installés .Ils ont mis en place de bonnes institutions propices à la croissance et qui leur permettent d'améliorer leur niveau de vie.²

On constate donc que le changement des conditions et des circonstances influence la manière dont les institutions évoluent.

Ainsi dans les colonies dotées de ressources naturelles favorables à la culture du sucre, les colons ont élaboré des institutions extractives d'où l'émergence de l'esclavage dans quelques pays comme le Brésil. Ces institutions assuraient aux propriétaires terriens un revenu important.

¹ Daron Acemoglu, **une perspective historique pour évaluer le rôle des institutions dans le développement économique**, Juin 2003 ; revue finance et développement ; p27-30 ; <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2003/06/pdf/acemoglu.pdf>

² Acemoglu-Jonson et Robinson, **The colonial origins of comparative development : An empirical investigation**, 2000;the American economic review vol.91 n°5; p1375; economics.mit.edu/files/4123

Les économistes chercheurs ont ainsi prouvé leur théorie en choisissant le taux de mortalité des colons comme un déterminant de la qualité institutionnelle et qui explique la différence de revenu entre les pays.

Ils ont constaté après avoir régressé le revenu national des pays colonisés aux taux de mortalité des colons que dans les pays où les taux de mortalité des colons étaient élevés (en Afrique Sub Saharienne par exemple) le revenu était très bas. Ces pays demeurent pauvres jusqu'à aujourd'hui.

Cela prouve qu'il y a une forte relation entre l'histoire, le développement institutionnel et la croissance économique.¹

Ils ont ensuite établi la relation entre la présence ou l'absence des colons dans les pays colonisés et les différentes stratégies coloniales. Les colons influençaient la structure des institutions.

- Dans les régions caractérisées par la rareté des épidémies, les colons se sont installés en grand nombre. Ils ont exigé les mêmes institutions adoptés dans leurs métropoles respectives : des institutions protégeant la propriété physique et intellectuelle, un système électoral, les libertés individuelles afin de mieux tirer profit des avantages offerts par le commerce. Le gouvernement était contraint d'accepter leurs exigences.
- Par ailleurs, en Amérique Latine (17^{ème} et 18^{ème} siècle) en Afrique et en Asie (au 19^{ème} et 20^{ème} siècle) les colons britanniques, français, espagnols n'étaient pas nombreux de peur d'être contaminé par des maladies graves. Le gouvernement colonial a instauré un système autoritaire centralisé et des systèmes esclavagistes. Il a aussi restreint les libertés individuels et a imposé des régulations contraignantes afin d'exploiter les terres et collecter les taxes.

Par exemple : en Tunisie ex-colonie française, les taxes étaient quatre fois plus élevées que celle appliquées en France, ou encore le Congo ancienne colonie belge où les taxes représentaient 60% du PIB entre 1920-1930).²

Les institutions étaient donc imposées à ces pays sans prendre en compte leur adaptation aux institutions informelles des populations locales.

¹ Valentin Seidler, **Colonial legacy and institutional development : the case of Botswana and Nigeria**, 2011; Forum 52, december ;p28, <http://www.oefse.at/Downloads/publikationen/foren/Forum52.pdf>

² Acemoglu-Jonson et Robinson, **The colonial origins of comparative development : An empirical investigation**, op.cit, p1373-1376.

3- L'évolution des institutions de droit de vote :

Deux principaux facteurs ont influencé les institutions de suffrage durant le 19^{ème} siècle : le degré d'inégalité dans les ressources (richesse, capital humain...) et la rareté du facteur travail.

- ✓ En effet, dans les régions caractérisées par de fortes inégalités, les grands propriétaires terriens qui forment un groupe d'élite établissaient des règles qui leur permettaient de maintenir le pouvoir économique et politique.
- ✓ Dans les colonies où le travail était rare, les élites offraient des avantages aux travailleurs (accès à différentes opportunités, contribuer aux décisions politiques ...).

Ainsi les états unis et le Canada (caractérisés par une égalité de richesse, une population homogène et une disponibilité du facteur travail) étaient les premières colonies à avoir élargi le droit de vote à une plus grande partie la population en supprimant certaines conditions liées aux suffrages.

Tandis que les pays d'Amérique Latine où le travail était en abondance ont connu pendant très longtemps des restrictions aux votes.

On peut remarquer à travers le tableau ci-dessous que la différence du nombre d'individus ayant le droit de voter est importante entre l'Amérique du nord et du sud).

Tableau 1-3 : le nombre d'individus ayant le droit de vote (en % de la population de chaque pays)

	1840-1880	1881-1920	1921-1940
Le Chili	1.6%	3.1	6.5
Le Mexique	—	8.6%	11.8%
L'Uruguay	—	—	19.7%
Le Venezuela	—	13.8%	—
Le Canada	7.7%	18.1%	41.1%
Les Usa	12.9%	18.4%	37.8%

Source: Stanly Engerman-Kenneth Sokoloff; p43.

En 1940, le taux de participation aux votes aux USA et au Canada était trois fois supérieur à celui du Mexique et 5 à dix fois supérieur à celui du Brésil. Cela peut être expliqué par les différentes révolutions de la population contre le gouvernement et le désir d'attirer des immigrants.

Alors que les faibles taux (au Brésil et au Mexique) étaient dus aux exigences de richesse et d'éducation. Durant cette période les pauvres n'avaient pas le droit de voter et par conséquent ils ne pouvaient pas participer à la conception des règles.¹

C) La persistance des institutions :

Les institutions sont le déterminant clé de la croissance et du bien être des citoyens. Elles offrent des structures incitatives à l'investissement et la production. Pourtant la majorité des pays en développement gardent des institutions médiocres héritées de la colonisation et de l'ancien système socialiste. (AJR, institutions and economic development)

1- Les institutions inefficaces :

1-1- Les institutions de « recherche de rente » :

Bien que les institutions soient le produit de choix collectifs, elles ne sont pas toujours le résultat de la participation de tous les individus de la société. Elles sont uniquement le fruit du choix d'un petit groupe d'élite qui détient le pouvoir politique. Ce groupe choisit ainsi les institutions qui servent l'intérêt de ses membres et qui ne coïncident généralement pas avec l'intérêt général de la société.

En effet, il préfère concevoir des institutions extractives –qui accroissent sa part de la rente- que d'élaborer des institutions de droit de propriétés privés qui protègent les investisseurs de l'expropriation et qui réduisent par conséquent son revenu futur.

¹ Stanley Engerman-Kenneth Sokoloff, “**institutional and non institutional explanation of economic differences**”; 2003; working paper 9989- National bureau of economic research; p 25-27 ; <http://ideas.repec.org/p/nbr/nberwo/9989.html>

1-2- Les institutions inappropriées :

Les institutions inappropriées sont efficaces lors de leur première mise en place. Elles sont adaptées à un certain environnement politique, économique et social. Cependant, ces institutions manquent de flexibilité, dès que les circonstances changent elles deviennent donc **inappropriées**.¹

2- Les caractéristiques des institutions politiques :

Selon Acemoglu et ses collègues, il existe une relation importante entre les institutions politiques, le pouvoir politique et les institutions économiques.

Comme on l'a vu auparavant, les institutions politiques comme économiques sont le fruit de choix collectifs des individus et agissent comme des incitatifs ou des contraintes pour les acteurs dans une société (Acemoglu- James Robinson, The role of institutions in growth and development).

2-1- L'importance du pouvoir politique :

Les institutions politiques déterminent la distribution du pouvoir politique de « jure » qui détermine ensuite les institutions économiques. A leur tour les institutions économiques déterminent non seulement le potentiel de croissance mais surtout le partage des gains dans la société.

Le pouvoir politique peut être détenu d'une autre manière que par les institutions politiques.

La distribution des ressources dans une société peut accroître la part de revenu d'un certain groupe et lui permet donc de posséder un certain pouvoir c'est **le pouvoir de facto**.

2-1-1- le pouvoir de jure :

Ce dernier est basé sur la constitution d'un état donné qui est réellement doté de pouvoir ou de contrôle. Un gouvernement de jure est le vrai gouvernement légitime et de plein droit.

2-1-2- le pouvoir de facto :

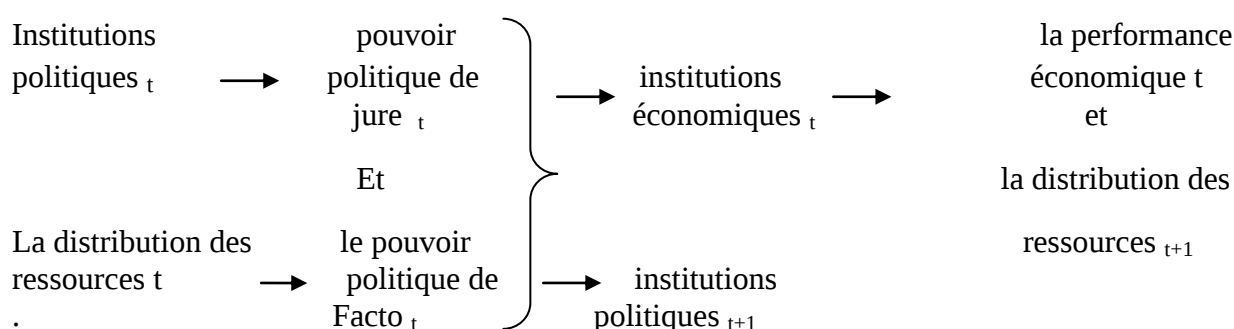
Ce dernier est lié à la distribution des ressources ou à la capacité d'un groupe d'individus à utiliser la force. Il est détenu par un groupe d'individus qui possèdent une richesse, des armes ou qui ont une capacité à résoudre les problèmes d'action collective soit une autorité militaire, ou une autorité civile appuyée par une autorité militaire.

¹ Acemoglu-Johnson and Robinson, **Institutions and economic development, 2001, p8**, thehardtrade.com/blog/wp.../07/institutions.doc

La distribution de ce pouvoir détermine l'évolution des institutions politiques et économiques comme le montre le schéma ci-dessous.

Que ce soit le pouvoir de jure ou de facto, ils sont difficiles à changer ils peuvent donc persister pendant très longtemps.

La représentation du pouvoir politique :



Source: AJR: the role of institutions in growth and Development, p7

2-2- La persistance du pouvoir de facto :

Comme il a été cité plus haut, les institutions politiques peuvent échouer dans la modification des institutions économiques si elles ne sont pas accompagnées par un changement dans la distribution des ressources.¹

Le changement du pouvoir de jure ne suffit pas à modifier le pouvoir politique. En d'autres termes, le pouvoir occulte des élites se maintient. On peut illustrer cette thèse par la comparaison entre la performance de la G.Bretagne au 17^{ème} siècle et celle des états de sud des Etats Unis au 19^{ème} siècle.

¹ Acemoglu-Jonson and Robinson, **the role of institutions in growth and development**, 2008; commission on growth and development, working paper n°10, , p 6-8, http://siteresources.worldbank.org/EXTPREMNET/Resources/489960-1338997241035/Growth_Commission_Working_Paper_10_Role_Institutions_Growth_Development.pdf

2-2-1- le cas des « états de sud » des états unis :

Les régions de sud des Etats Unis ont réalisé des performances au niveau des institutions politiques au lendemain de la guerre civile de 1865. Ce changement a permis l'émergence de la démocratie et la libéralisation des esclaves. Cette période marque la fin du système de l'esclavage. Ce qui est étonnant est que ces états sont demeurés pauvres jusqu'à la moitié du 20^{ème} siècle car les institutions économiques sont restées les mêmes.¹

Explication :

Ceci peut être expliqué par le maintien du pouvoir de facto. En effet, les élites détenant le pouvoir de facto avant la guerre sont restés les mêmes après cette guerre.

Une étude faite en 1978 par Wiener sur le degré de persistance des élites propriétaire terriens, montre que sur 25 propriétaires possédant de grandes exploitations en 1870, 18 (72%) appartenaient à des familles élites de 1860 et 16 (64%) étaient dans le groupe des élites de 1850.²

Ils se sont servis de plusieurs instruments –que leur permettait leur pouvoir de facto- comme la création d'une organisation appelée (Klan) « suprématiste blanche ». Cette organisation avait pour fonction de défendre les intérêts des blancs au détriment des noirs. Elle était constituée par un groupe d'individus blancs racistes qui employaient des moyens de terreur pour effrayer les noirs afin qu'ils ne quittent pas les champs. Ils ont pu ainsi maintenir les institutions économiques.

- Répression du travail,
- Salaires très bas,
- Le système de plantation.

Ce groupe d'élite a réussi à manipuler les institutions politiques en substituant le système esclavagiste par des monopoles et des politiques empêchant la mobilité du travail.

¹ Daron Acemoglu and James Robinson, **persistence of power elite and institutions; 2008**; American economic review n°98, p 269, <http://economics.mit.edu/files/4481>

² AJR, **The role of institutions in growth and development**, op.cite,p16

2-2-2- le cas de l'Angleterre :

Au 17^{ème} siècle, l'expansion commerciale et la découverte du nouveau monde a donné naissance à une classe importante de commerçants riches. Ces derniers ont accumulé beaucoup de richesse et ont pu ainsi augmenter leur pouvoir de facto détenu par le roi auparavant. La naissance de la démocratie en G. Bretagne et le changement dans l'équilibre de pouvoir ont permis l'établissement d'institutions économiques efficaces :

- Sécurité des droits de propriétés.
- Une meilleure distribution des ressources ;...qui ont permis à l'Angleterre de réaliser une croissance rapide et durable durant cette période.

Toutefois, ces marchands riches ne se sont pas contentés du changement des institutions économiques. Leur pouvoir de facto ne leur permettait pas d'assurer un gain futur (grâce à une protection efficace des droits de propriété) car il est susceptible de changer et d'être dans la main d'un autre groupe. Ils se sont donc servis de leur pouvoir « De facto » actuel pour modifier les institutions politiques futures qui déterminent ensuite la distribution du nouveau pouvoir de jure et par conséquent les institutions économiques.¹

Ces deux exemples nous permettent de comprendre combien le pouvoir de facto peut entraver ou encourager le changement des institutions politiques.

3- La stratégie « diviser pour mieux régner » :

Dans la majorité des pays sub-sahariens, le régime politique est caractérisé par des dirigeants dictateurs qui mettent en place des règles personnelles et adoptent une stratégie appelée « Diviser pour mieux régner ».

Cette stratégie consiste à l'adoption de méthodes qui créent et /ou accentuent les conflits sociaux et enfin profiter de cette situation de désordre sociale pour se maintenir au pouvoir. (Acemoglu-James Robinson and Thierry Verdier, **kleptocracy and divide-and- rule: a model of personal rule**)

¹ AJR, op.cite,p 9

3-1- Les facteurs facilitant la mise en place d'une telle stratégie :

Les facteurs qui facilitent la mise en place de la stratégie citée précédemment sont la dotation en ressources naturelles ou le bénéfice d'une aide étrangère.

Lorsque le pays est doté d'une abondance en ressources naturelles, le choix des dirigeants sur les politiques macro-économiques est différent. Ce choix dépend de la qualité des institutions mises en place.

- Quand les institutions sont efficaces, elles permettent de limiter le pouvoir des élites dans le choix des politiques économiques efficaces qui offrent des avantages aux citoyens tel un emploi stable, une bonne rémunération, des primes, une petite part de la rente
- En revanche lorsque les institutions sont médiocres, elles ne peuvent pas imposer des contraintes aux élites. Elles ne permettent donc pas à d'autres groupes sociaux de s'opposer au pouvoir. La coopération entre les groupes sociaux est impossible à cause des problèmes d'action collective. ¹

Les élites bénéficient d'un pouvoir politique illimité. Ils sont incités à mettre en place des politiques redistributives inefficaces. Ils utilisent les ressources financières dont bénéficie le pays pour gagner le soutien de certains groupes en les corrompant afin qu'ils votent en leur faveur durant les élections comme en Algérie, en Arabie Saoudite, au Venezuela ...²

3-2- Le cas du Congo :

Au Congo certains facteurs ont facilité la mise en place de la stratégie qu'on a évoquée plus haut. Mobutu, l'ancien président du Congo a mis en place des règles personnelles pour préserver son statu quo. Parmi ces facteurs on cite :

- La dotation en ressources naturelles (le pétrole, l'argent, le diamant...).
- La diversité des groupes ethniques.
- l'aide étrangère dont a bénéficié ce pays.

¹ Daron Acemoglu-James Robinson and Thierry Verdier, **kleptocracy and divide-and- rule: a model of personal rule**, September 2003; Working Paper 10136, national bureau of economic research; p1
<http://economics.mit.edu/files/4462>

² James A Robinson- Ragnar Torvik-Thierry Verdier, **political foundation of the resource curse** ; 2005 ;the journal of development economics, P 465, <http://www.svt.ntnu.no/iso/ragnar.torvik/bardhanjde.pdf>

Certains pays d'ASS ont réussi à s'affranchir de cette stratégie comme au Botswana où un groupe de producteurs a formé un réel pouvoir politique qui a pu contraindre les dirigeants autocrates. Au Kenya, les propriétaires terriens sont parvenus à gérer et résoudre les problèmes d'action collective. Ils ont ainsi coopéré et formé une élite qui est parvenu à s'opposer au pouvoir politique en place.¹

Section 02 : Les défis du changement institutionnel

Les institutions ne peuvent être efficaces durablement. Une combinaison institutionnelle spécifique ne peut pas être adaptée à toutes les circonstances. A un certain moment. Lorsque les conditions changent les institutions existantes deviennent inadaptées au nouvel environnement. Dans ce cas, le changement institutionnel devient primordial et façonne la manière dont les institutions évoluent à travers le temps. Les réformes institutionnelles entamées dans les années 1990 dans les ex-pays socialistes donnent un parfait exemple du changement institutionnel.

Avec l'essor de la mondialisation des grandes sociétés multinationales, nous avons assisté à la naissance d'une compétition rude entre les pays. Par conséquent, le régime socialiste ne devient plus un système efficace pour le bon fonctionnement de l'économie.

Les PED ont connu un désordre économique et social entraînant un ralentissement de leur croissance économique, un surendettement et un chômage massif. Ils étaient contraints à procéder à des réformes structurelles en appliquant les principes du consensus de Washington. Cependant ces réformes n'ont pas eu l'effet escompté. Au lieu d'améliorer les conditions de ces pays, elles ont empiré leur situation.

La question qui se pose est la suivante :

Pourquoi ces réformes ont échoué et comment éviter les pièges des réformes ?

A) Le changement institutionnel

La stabilité des institutions est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement des échanges complexes, or cette dernière ne garantit pas l'efficacité institutionnelle à long terme.

¹ Daron Acemoglu-James Robinson and Thierry Verdier, **kleptocracy and divide-and- rule: a model of personal rule**, op.cit, p8-11

Les institutions ont évolué à travers le temps et l'espace pour répondre au changement des conditions et profiter des nouveaux avantages.

Le changement institutionnel ne concerne pas seulement les institutions formelles mais aussi les contraintes informelles. Ces dernières ont un caractère beaucoup plus stable que les premières car elles sont ancrées dans les comportements humains. Par conséquent, elles sont difficiles à changer et leur modification prend beaucoup de temps.¹

1- **Les sources du changement institutionnel** :

Les origines du changement institutionnel sont les nouvelles opportunités qui apparaissent lors d'un changement externe à l'environnement, ou bien suite à de nouvelles connaissances et compétences acquises par les acteurs. Ces nouvelles opportunités modifient la perception des acteurs (leurs modèles mentaux) et déterminent ainsi leurs choix futurs qui entraînent ensuite un changement institutionnel. (D. North, institutional change : A framework of analysis)²

Le changement dans les prix relatifs ou dans les préférences est la principale source externe du changement institutionnel. Par exemple, le changement du ratio terre/travail induit par la croissance de la population active ou de sa diminution est la principale cause de ce changement externe. (D.North: the contribution of the new institutional economics to an understanding of the transition problems).³

L'expansion des échanges en G. Bretagne durant le 17^{ème} siècle a donné naissance à un groupe de marchands riches. Ces derniers ont accumulé beaucoup de ressources financières grâce à leurs expéditions. Ceci a entraîné une augmentation du stock de capital. Ce changement de conditions a été accompagné par le changement du cadre institutionnel existant. Des règles plus transparentes ont été établies pour protéger les droits de propriété afin de faciliter et de garantir le bon fonctionnement des échanges.

¹ Douglass North, **The contribution of the new institutional economics to an understanding of the transition problem**, wider annual lectures 1, March 1997,p6, http://www.wider.unu.edu/publications/annual-lectures/en_GB/AL/files/83424984784568456/default/annua-lecture-1997.pdf

² D. North, **Institutional change : A framework of analysis**; 1994;
<http://128.118.178.162/eps/eh/papers/9412/9412001.pdf>; p4-5,

³ D. North, The contribution of the new institutional economics to an understanding of the transition problem, op.cit, p6

2- Les acteurs du changement institutionnels :

Les organisations et leurs acteurs (entrepreneurs politiques et économiques) sont les agents du changement institutionnel.

Ainsi, les entrepreneurs au sein de leur organisation (politique ou bien économique) modifient les institutions pour tirer avantage des nouvelles opportunités offertes par le marché.¹

Le changement institutionnel délibéré :

Ce changement provient de la demande des entrepreneurs. Ces derniers comparent entre les gains attendus de l'échange au sein du cadre institutionnel existant et les gains potentiels perçus, après avoir dépensé des ressources financières pour la modification de la matrice institutionnelle.

Si la structure institutionnelle existante n'est pas compatible aux changements des conditions, (elle entraîne des perdants) les entrepreneurs vont négocier pour une nouvelle structure institutionnelle. Cette dernière permet d'augmenter leur part de revenu. Par conséquent, les entrepreneurs vont réclamer le changement institutionnel.

Le rendement attendu de l'investissement dans les règles formelles ou dans la modification du cadre institutionnel existant dépend de la structure politique, des gains perçus suite au changement des règles et du coût de l'investissement politique.

3- Le phénomène de path dependence :

3-1- Définition du concept :

Douglass North donne la définition suivante : « *la dépendance au sentier signifie que le processus par lequel les institutions actuelles sont établies est pertinent et contraint les choix futures* ». Le phénomène de Path dependence renvoie à l'importance de l'histoire ou plus exactement au fait que les choix et les institutions formelles et informelles du passé affectent les choix et les institutions du présent.²

¹ D. North , **Ouvrage :institutions, institutional change and economic performance**;op.cit; press ; p7-8-9

² Ryszard Zukowski, **Historical path dependence, institutional persistence, and transition to market economy: The case of Poland**, 2004, Journal of social economics vol 31 n°10, p956.
<http://www.emeraldinsight.com/WWW.SND11.ARN.DZ/SEARCH.HTM?PHPSESSID=e07rkl1u5j5n5hr3rjqdgcctth3&st1=path+dependence&ct=all&ec=1&bf=1&go=Go>

La notion de Path Dependence a été introduite par North dans les années 1990. Cette notion nous permet de comprendre le processus de création des institutions et du changement institutionnel. Selon North, la persistance des institutions et les résistances au changement s'expliquent par des phénomènes de dépendance au chemin.¹

3-2 Les facteurs d'intensité du phénomène de « Path Dependence » :

Il existe deux principaux obstacles qui renforcent l'intensité de la dépendance au sentier :

- Le processus électoral qui limite l'horizon temporel des élus et les obligent à adopter des politiques à court terme peu favorable à l'alternance du cadre institutionnel existant.

En effet, le processus du changement engendre des coûts importants liés à l'investissement, l'apprentissage et la coordination avec les anciennes institutions. Les bénéfices attendus du changement institutionnel ne sont perçus qu'à long terme alors que les coûts sont supportés dès la mise en place de nouvelles institutions ou de nouvelles politiques. Dans ce cas, les acteurs préfèrent garder les institutions existantes.

- L'absence de flexibilité de certaines règles et lois et la complexité de leur modification comme « le droit constitutionnel » rend le processus de path dependence intense et entrave donc le changement.²

B) L'échec des réformes institutionnelles :

1- Le consensus de Washington :

1-1- Définition du consensus :

La notion du « Consensus de Washington » a été inventée en 1989 par John Williamson.

¹ Hugues Draelants; **Ouvrage: Réforme pédagogique et légitimation- le cas d'une politique de lutte contre le redoublement**, chapitre 2 : l'analyse du processus de changement institutionnel ; 2009 ; Edition De Boeck ; p10 ; <http://www.cairn.info/www.snd11.arn.dz/reforme-pedagogique-et-legitimation--9782804101930.htm>

² Hugues Draelants, op.cit, p11

C'est un ensemble de politiques contenant dix commandements établis entre le Fond monétaire international, la banque mondiale et le trésor américain. Il était conçu et destiné aux PED et principalement aux pays latino-américain pour les aider à sortir de leur fardeau d'endettement.¹

Le consensus de Washington était fondé sur trois principes essentiels :

- La stabilisation qui devait lutter contre l'inflation.
- La privatisation qui permet de créer des opportunités d'investissement pour les entrepreneurs.
- La libéralisation étant censée renforcer la performance des entreprises privées et éliminer les entreprises défailtantes de l'ancien système socialiste.²

Les réformes institutionnelles concernaient deux champs : le politique et l'économique :

Le champ économique : concerne une transition de leur système économique planifié, autoritaire et centralisé vers un système d'économie de marché libre et décentralisé.

Le champ politique : ces pays devaient passer d'un système basé sur des relations interpersonnelles et des règles informelles à un système caractérisé par des relations impersonnelles, des règles formelles et plus transparentes.³

1-2- Les dix commandements :

Les dix politiques du consensus constituent le fondement de la première génération des réformes des programmes d'ajustement structurel prônés par les deux grandes organisations financières (BM, FMI) . (Bernard Conte⁴, le **consensus de Washington** ; John Williamson⁵, **A short history of the Washington Consensus**).

¹ John Williamson, **A short history of the Washington Consensus**, Senior Fellow, 2004; Institute for International Economics, p1, <http://www.iie.com/publications/papers/williamson0904-2.pdf>

² Bernard Chavance, **les théories économiques à l'épreuve de la transformation postsocialiste**, université de Paris ; p2 ; <http://ces.univ-paris1.fr/membre/seminaire/heterodoxies/Pdf/Chavance06.pdf>

³ Daniel Labaronne-Fehmi Abdelkader ; **Transition institutionnelle des pays méditerranéens et des pays de l'Europe de l'Est. Analyse comparative de l'évolution de leur système** ; 2008 ; Dalloze revue d'économie politique vol 118 n°5 ; p744 ; www.cairn.info/revue-d-economie-politique-2008-5-p-743.htm.

⁴ Bernard Conte, **le consensus de Washington** , 2003, http://conte.u-bordeaux4.fr/Enseig/Lic-ecod/docs_pdf/Webconswash.pdf

⁵ John Williamson, op.cit, p4

- **La discipline budgétaire** : cette politique concerne les pays qui ont connu de graves déficits de leur balance de paiement et des taux d'inflation très élevés. Ces deux phénomènes ont touché spécifiquement la population pauvre, vu que les riches étaient en mesure de laisser leur argent dans des banques étrangères.
- **La réorientation de la dépense publique** : cette politique n'a pas pour but la réduction des dépenses mais un meilleur ciblage de ces dernières. Elle vise au transfert des dépenses vers des secteurs plus rentables et plus favorables à une croissance pro-pauvre. Par exemple, éliminer les dépenses non productives (dépenses militaires, projet d'investissement improductif,...) et réorienter ces dépenses vers d'autres secteurs qui profitent aux pauvres (l'éducation, les infrastructures, la recherche et développement,...).
- **Les réformes fiscales** : le but de ces réformes était de créer un système fiscal qui puisse combiner entre une large assiette fiscale et des taux marginaux d'imposition plus modérés.
- **La libéralisation financière**. L'impact de la libéralisation financière sur l'économie est souvent incertain. Donc, il faut renforcer le contrôle sur les marchés financiers.
- **L'adoption d'un taux de change unique et compétitif** : vu les limites des régimes de change semi fixe ou à parité glissante, les pays doivent choisir un taux de change entièrement fixe ou bien totalement flottant.
- **La libéralisation des échanges.**
- **La suppression des barrières à l'IDE**. Les IDE jouent un rôle important dans la croissance des PED. Ils peuvent entraîner un transfert de technologie, des compétences et créer ainsi des emplois. Les états devraient donc encourager l'IDE en réduisant par exemple les procédures bureaucratiques.
- **La privatisation des entreprises publiques** ; C'est une étape importante car elle permet de renforcer la concurrence, d'améliorer la performance des entreprises, de favoriser la transparence et de se débarrasser du fardeau des entreprises publiques défaillantes.

Cependant, les pays doivent prendre leurs précautions par rapport à la façon dont la privatisation va être établie. Dans certains cas lorsque ce processus est corrompu, la privatisation peut entraîner un transfert d'argent envers les groupes privilégiés (les élites).
- **La dérégulation des marchés** a pour but d'assurer l'allègement des barrières à l'entrée et à la sortie de nouvelles entreprises afin de créer une concurrence plus équitable. Or, cette politique ne concerne pas les réglementations conçues pour des raisons de sécurité ou de protection de l'environnement.

- **La sécurité des droits de propriété.** Cette politique concerne la protection des droits de propriété physique et intellectuelle et la capacité d'acquérir les droits de propriété à des prix raisonnables.¹

1-3- Les critiques du consensus de Washington :

Au milieu des années 1990, les premiers échecs de la transition sont apparus. Le consensus de Washington a été remis en cause par beaucoup de théoriciens et particulièrement les néo-institutionnalistes pour avoir négligé certains points importants :

- ❖ Le rôle de l'état de droit.
- ❖ L'importance des institutions et la nécessité d'adaptation des institutions informelles aux nouvelles contraintes formelles.
- ❖ L'existence de nombreux modèles de transition propre à chaque pays.
- ❖ Et la spécificité historique.²

Joseph Stiglitz, ancien économiste chef de la banque mondiale et prix Nobel d'économie en 2001, après avoir quitté cette organisation, il a longuement adressé quelques critiques sur les politiques des organisations internationales. Voici quelques critiques :

- Stiglitz souligne que les institutions financières internationales sont dominées par le G7 (l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon). Ces pays contrôlent les droits de vote et ont le monopole de la prise de décision.³
- Il affirme que les IFI manquent de transparence et de responsabilisation. Elles mettent en place des politiques pour les PED sans montrer les conséquences de celles-ci sur l'environnement économiques de ces pays. Pire encore, ces politiques sont souvent imposées à ces pays de force. C'est tellement incompréhensible et étonnant comme processus. comment peuvent-ils concevoir des politiques pour les pays du tiers monde sans que ceux-ci n'y participent ?

¹ John Williamson, op.cit; p 3-4

² Bernard Chavance, op.cit, p7

³ Joseph Stiglitz, **challenging the Washington consensus, An Interview with Lindsey Schoenfelder** - New York, Winter/Spring 2003 – Volume IX, Issue 2 ,P34; <http://connection.ebscohost.com/c/interviews/9218502/challenging-washington-consensus>

- Les intérêts des IFI et des sociétés en développement ne coïncident pas forcément. Si par exemple les IFI mettent en œuvre une politique conduisant à une augmentation des taux d'intérêts, elle affectera négativement les petits entrepreneurs qui seront découragés.
- Dans ce sens, Stiglitz propose de formuler des politiques plus transparentes et de faire participer les pays du tiers monde dans la prise de décision concernant leur pays.

La transparence est une mesure indispensable pour que toutes les sociétés externes aux IFI soient informées de ce qui se passe à l'intérieur de ces institutions.

- Les états unis ont un droit de veto au sein du FMI et de l'organisation mondiale du commerce. Aucune décision ne peut être prise sans le consentement des USA. Ceci ne veut certainement pas dire que ces politiques sont en faveur de la population américaine mais plutôt dans l'intérêt de la communauté financière (Wall Street).
- Il ajoute aussi que les pays en développement sont confrontés à beaucoup d'obstacle concernant la libéralisation du commerce. En effet, le marché du nord n'est pas ouvert aux produits des pays en développement.
- Les PED rencontrent un avantage comparatif dans les produits agricoles et le textile. Ces produits sont protégés et subventionnés dans les pays industrialisés. Ces pays font face à un déficit important. Pour intégrer le marché mondial, ils doivent développer des industries capables de créer des produits de bonne qualité avec des prix concurrentiels. A cet effet, Stiglitz suggère d'ouvrir un peu plus le marché mondial aux produits émanant des PED pour les encourager à améliorer leur performance productive.¹

2- Les causes de l'échec :

2-1- Les explications données par les institutions financières internationales :

Plusieurs arguments ont été donnés : (Dani Rodrik, one economics, many recipes)²

- La première explication renvoie à la mauvaise performance des pays latino américain et des pays de l'ASS, ainsi qu'à une incomplétude des réformes.
- Le deuxième argument stipule que les résultats des réformes ne sont pas encore apparus. Leur effet ne peut être visible qu'à moyen ou long terme.

¹ Joseph Stiglitz, **challenging the Washington consensus**, op.cit, p 35-38

² Dani Rodrik, **ouvrage : One economics many recipes**, 2007; chapter 3 :growth strategies, Prenceton university Press; p86;
<http://test.scholarvox.com.www.sndl1.arn.dz/catalog/book/docid/10236439/searchstring/One%20economics%20ma ny%20recipes>

- Les réformes de la première et de la deuxième génération du consensus ne sont pas suffisantes pour initier la croissance.
- Finalement, l'échec est dû à des facteurs exogènes tels que le ralentissement de la croissance des pays avancés.

Critiques :

- La première explication ne peut pas être juste puisque les gouvernements de ces pays ont dépensé des sommes colossales pour entamer les réformes suggérées par les IFI.
- Le deuxième argument n'est pas valable car si les réformes étaient ciblées et bien faites, leur rendement n'aurait pas tardé à apparaître.
- Le troisième argument représente une controverse. Si les réformes n'étaient pas suffisantes, alors comment expliquer la performance des pays asiatiques qui n'ont pas procédé à de telles réformes ?
- la même chose pour la dernière explication. Si l'échec des réformes était dû à des facteurs externes alors pourquoi d'autres pays sont parvenus à améliorer leur croissance avec le même environnement économique ? (la Pologne par exemple).

2-2- Les vrais raisons de l'échec :

Rodrik donne quelques facteurs qui peuvent expliquer la défaillance des réformes dans les pays en développement :

- Selon lui, ces pays devaient d'abord résoudre les problèmes de distorsion avant de procéder à des réformes libérales. En effet ces économies souffraient déjà de beaucoup de problèmes fondamentaux : corruption, rigidité du marché de travail, la faiblesse de l'état de droit, un système judiciaire inefficace, des infrastructures peu développées et une faible technologie. Selon les IFI, les défaillances de l'état ou du marché qui affectent la productivité et l'accumulation des ressources sont plus importantes que ces distorsions.
- Les réformes n'étaient pas focalisées sur une stratégie de croissance.
- Les principes de stabilité macro-économique (ouverture commerciale, stabilisation...) ont été définis de façon restreinte. Ces politiques ne peuvent être appliquées partout et de la même manière (prendre en considération le contexte de chaque pays).

Ainsi, l'ouverture commerciale peut se faire en subventionnant les exportations ou en réduisant les taxes à l'importation.

Or, ces deux politiques peuvent entraîner un conflit social entre le groupe des importateurs et celui des exportateurs. Si l'état décide d'opter pour la deuxième politique, le budget de l'état se contracte et la facture d'importation flambe conduisant ainsi à un déficit de la balance des paiements.

- Les problèmes communs des pays peuvent nécessiter différentes solutions, selon les caractéristiques propres à chaque pays.

Effectivement, encourager l'investissement étranger peut nécessiter une réforme du système bancaire dans un pays et le renforcement de l'état de droit dans un autre (on verra cela plus bas avec les deux exemples du Brésil et du Salvador).¹

- Les PED ne possèdent pas une économie puissante pour affronter la concurrence étrangère. N'ayant pour la plupart que des petites industries naissantes, ces industries devaient passer par une période de protectionnisme jusqu'à ce qu'elles deviennent assez robustes et productives pour gagner une place dans le marché mondiale. (Libéralisation $\neq$ protectionnisme).

Cependant, l'OMC refusait d'accorder à ces entreprises une marge de manœuvre pour qu'elles se développent.

En 1990, l'Indonésie a lancé un programme de création de petites industries naissantes. Afin de mener à bien ce programme, l'état a procédé à des subventions et une protection des entreprises naissantes pour les encourager à améliorer leur performance et participer ainsi à la création de la valeur ajoutée.²

Cette situation ne dura pas puisque le gouvernement japonais a refusé ce processus en déclarant que c'était une violation des règles de l'OMC. Par conséquent, le gouvernement indonésien était contraint d'arrêter ce processus. Le plus étonnant est que les pays industrialisés ont connu un autre sort. Les grandes firmes américaines, japonaises ou allemandes sont passées par une étape de protectionnisme pour renforcer leur puissance productive.³

¹ Dani Rodrik, **Goodbye Washington Consensus Hello Washington confusion ?**; 2006; A review of the world banks economic growth in the 1990s: learning from a decade of reform,; journal of economic literature Vol. XLIV; p5-6-7; groups.org/file2.axd/...44f4.../dec06_rodrik.pdf

² Rusdy Hartungi, **Could developing countries take the benefit of globalisation?**, 2006; International journal of social economics ,Emerald article, ,p730; <http://www.emeraldinsight.com/journals.htm?articleid=1571385>

³ Rusdy Hartungi, ,op.cit,p730.

3- Les pièges institutionnels :

La transition brutale d'un système purement socialiste à une économie de marché a créé des vides institutionnels dans le système politique et économique et a renforcé par conséquent les pratiques illégales.

En effet, l'absence de règles formelles a incité les acteurs économiques à adopter des normes informelles pour la régulation de leur activité économique comme la corruption, l'évasion fiscale, blanchiment d'argent et le troc. Ces phénomènes sont considérés comme des pièges institutionnels.

Les individus choisissent l'alternative qui leur procure un gain maximum. Ils peuvent donc adopter un comportement éthique en choisissant une norme efficiente (payer les taxes, éviter la corruption, travailler dans des secteurs formels,..) ou bien une norme inefficiente qui devient **stable**.

3-1- Les différents mécanismes de stabilisation d'une norme :

La norme devient stable lorsqu'il est désavantageux pour les agents de la dévier. Quelque que soit la norme adoptée, elle entraîne des coûts de transaction. Sachant que les coûts de transaction supportés lors du passage d'une norme à une autre sont appelés **coûts de transformation**.

Par exemple lorsqu'un individu travaillant dans le secteur informel décide de légaliser son activité, il va dépenser de l'argent en payant des taxes et en cherchant de nouveaux partenaires. Ces dépenses sont les coûts de transformation.¹

▪ **L'effet de coordination** :

Cet effet se manifeste lorsqu'une norme est adoptée par un grand nombre d'acteurs dans une société. Sa déviation entraîne des coûts irréversibles. Lorsque la probabilité d'être puni pour l'infraction d'une loi diminue avec l'augmentation du nombre de personnes adoptant cette même loi, on dit qu'il ya effet coordination.

▪ **L'effet d'apprentissage** :

Les coûts de transaction engendrés par l'adoption d'une norme diminuent lorsque les acteurs apprennent à l'utiliser. La pratique d'une norme améliore son apprentissage.

¹ Victor Polterovich **institutional trap**, 2008; the new palgrave dictionary of economics, second edition Forthcoming, , p3; http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1751839

Ainsi, si la norme adoptée par la majorité des individus est la corruption ; sa pratique régulière permet le développement d'autres méthodes de corruption plus sophistiquées.

▪ **L'effet d'entraînement :**

Cet effet apparaît quand une norme est liée à d'autres normes. La déviation de cette norme entraîne la modification des autres avec des coûts de transformation élevée.

▪ **L'effet d'inertie culturelle :**

Certaines normes sont ancrées dans les comportements des individus. Elles sont rigides et ne répondent pas au changement. Cela rappelle les habitudes héritées des anciens régimes socialistes qui ont persisté même après la transition.¹

3-2- La transplantation

Les pays en transition ont pour la plupart procédé à une transplantation en important les mêmes institutions adoptées dans les pays du nord. Ainsi, il existe deux types de transplantation :

• **La transplantation légale** (legal transplantation),

On peut aussi la qualifier de « transfert politique » : l'adoption des idées politiques, des modèles et des programmes suivis par d'autres pays. C'est ce qu'ont fait les pays ex-socialiste, en copiant la législation et la constitution des pays avancés. La transplantation se base sur la légalité et non sur l'acceptation car elle néglige l'aspect social (les institutions informelles). Si les règles et les politiques importées ne sont pas compatibles avec les systèmes : juridique, politique, économique et social, la transplantation ne bénéficiera pas d'une légitimité auprès des citoyens.

• **La transplantation institutionnelle** : elle concerne le transfert d'institutions formelles, mais contrairement à la première elle prend en considération la nécessité d'adaptation des règles informelles aux nouvelles règles importées. Une telle transplantation peut diminuer la probabilité du rejet des nouvelles politiques. Pour qu'elle soit réussie, il faut que les institutions informelles se modifient pour s'adapter aux nouvelles règles.²

¹ Victor Polterovich, op.cit, p3

² Martin De Jong and Suzan Stotter, **Institutional transplantation and the rule of law**, 2009; Erasmus Law Review, Volume 02, Issue 03 ; p316-319; http://www.erasmuslawreview.nl/files/ELR_2009-3_03.pdf ;

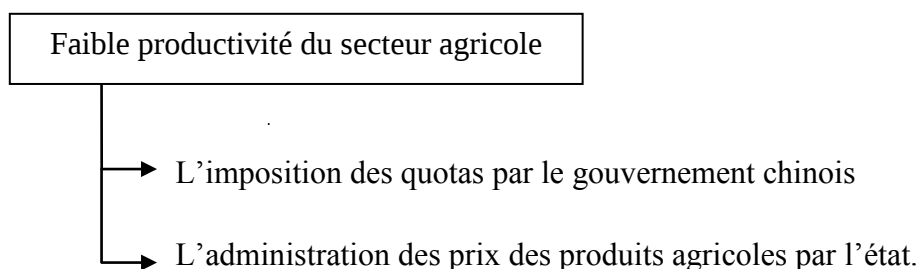
C) L'efficacité des réformes :

Contrairement aux pays d'Amérique latine, d'Europe centrale ou des pays d'ASS, certains pays asiatiques comme la Chine, l'Inde ou encore le Vietnam ont réussi là où les autres ont échoué, bien qu'ils n'aient pas adopté les principes du consensus. Ils ont conservé un certain degré de protectionnisme, un secteur public et une intervention de l'état dans l'économie.

1- La complémentarité des réformes :

Pour illustrer le lien entre les réformes et leur succession, nous avons pris l'exemple de la Chine. Rodrik s'est mis dans la place d'un conseiller économique pour la Chine afin d'imaginer les réformes que ce pays devrait mettre en place pour améliorer son économie.

- La première particularité du pays que le conseiller remarque est que la majorité de la population pauvre vit dans la campagne. Il conclut donc que le problème est **la faible productivité** du secteur agricole.¹



La première réforme préconisée est **la libéralisation des prix**.

Cette réforme n'est pas suffisante car les agriculteurs ne sont pas propriétaires des terres. Pour les encourager à améliorer la productivité, le gouvernement devrait procéder à une deuxième réforme qui est **la privatisation des terres**.

→ Conséquences de ces deux réformes : ces réformes entraînent de nombreux problèmes :

¹ Dani Rodrik, Rethinking growth strategies ,op.cit;p8

- D'abord un déséquilibre au niveau du budget de l'état qui avait l'habitude d'acheter les produits agricoles à un prix inférieur pour les revendre à la population urbaine à un prix légèrement au dessus du prix d'achat. l'excédant représentait une taxe allant directement dans les recettes publiques.

En procédant aux réformes citées plus haut, l'état perd cette taxe et pour compenser cette perte, il devra entamer une nouvelle réforme qui est **la réforme du système fiscale**.

- Ensuite la libéralisation des prix va entraîner de l'inflation qui doit être accompagnée par une augmentation des salaires. L'état devrait donc procéder à une quatrième réforme qui est **une semi privatisation des entreprises** (des entreprises étatiques gérées par des entrepreneurs privés) dans le but d'augmenter la productivité et ainsi les salaires.

→ Conséquences : cette dernière réforme engendre un autre problème celui du monopole des entreprises vu leur taille.

Nous constatons ainsi que selon Rodrik, les réformes devraient continuer jusqu'à la résolution de tous les problèmes.¹

Remarque :

Cet exemple nous permet de déduire clairement que toute réforme entraîne la succession d'autres réformes qui sont complémentaires. C'est un processus difficile à réaliser et nécessite beaucoup de temps, de moyens et de sacrifices. La question qui se pose est la suivante :

la Chine a-t-elle vraiment mis en œuvre de telles réformes ?

Réponse : (Rodrik, rethinking growth strategies)

Effectivement, la Chine a procédé à certaines réformes mais pas celles qu'on a cité plus haut. Le gouvernement chinois s'est montré d'une intelligence étonnante. Pour ne pas tomber dans le piège de la succession des réformes, il a opté pour des stratégies de réformes appropriées au pays et qui limitent les répercussions négatives sur les autres secteurs.

Par exemple, au lieu de libéraliser les marchés de gros, l'état chinois a adopté un système à deux voies qui se traduisent par deux méthodes de tarification. Sans éliminer la planification centrale, il a greffé un système de prix de marché dans un système régulé par l'état.

¹ Idem;p9

Concernant les droits de propriété :

La Chine n'a pas procédé à une réforme du système judiciaire qui garantie la protection des droits de propriété car son système était inefficace et le processus de réforme s'avérait coûteux, long et sans résultats. Les autorités chinoises ont créé des coopératives état-privé telles que « **les entreprises communales et villageoises** ». Ces coopératives ont attiré un nombre important d'investissements étrangers et ont généré une croissance spectaculaire. Elles ont ainsi encouragé l'entrepreneuriat privé et ont **garanti la protection des droits de propriété**.

Au même moment, la **Russie** a procédé à une réforme du système juridique qui s'est soldé par un échec vu l'état de corruption de ce système.

La leçon qu'on peut en tirer est la suivante : lorsque le système juridique fonctionne mal, la propriété privée est mieux protégée par des alliances (accords) entre l'état et le privé.

On peut ainsi conclure de cette expérience chinoise qu'il n'existe pas une stratégie de réforme canonique mais plusieurs stratégies qui doivent être compatibles avec les contraintes et les opportunités de chaque pays.

Toutefois, toute stratégie doit se baser sur :

- un état de droit efficace.
- une protection des droits de propriété.
- et une efficacité dans la conclusion des contrats.

2- Les méthodes pour réussir les réformes :

Pour que les réformes soient un succès, il faut qu'elles soient ciblées vers les secteurs les plus défaillants et qui participent dans une large mesure à la croissance économique.

Rodrik a suggéré une approche qui selon nous est pertinente. C'est une **approche par diagnostic**, avant de l'approfondir, on va d'abord voir comment un pays peut éviter les pièges institutionnels.

2-1 Les mécanismes pour éviter les pièges institutionnels :

Afin d'échapper à ces pièges, le gouvernement devrait mettre en place des moyens afin de :

- ✓ Réduire les coûts de transaction issus de l'adoption de normes efficaces.
- ✓ Augmenter les coûts de transaction des normes inefficaces.
- ✓ Réduire les coûts de transformation.

Pour atteindre ces objectifs, il existe quelques méthodes :

2-1-1 Politique micro-économique :

- Pour combattre l'évasion fiscale, l'état pourrait renforcer le contrôle et appliquer des sanctions sévères pour les entreprises frauduleuses (des pénalités de grande sommes, de sérieuses poursuites judiciaires ...). Il en est de même pour la corruption, afin de lutter contre ce phénomène, l'état devrait punir sévèrement les personnes acceptant ou recevant des pots de vin. Ceci permettrait d'augmenter les coûts de transaction (frais de justices, les amendes payées...) qui par conséquent entraîneraient la diminution de ce phénomène.
- L'imposition de taxes pour lutter contre le troc.
- La rotation des travailleurs (leur changer de poste plus souvent) pourrait être une méthode efficace pour lutter contre la corruption des fonctionnaires publics.

2-1-2 Politique macro-économique :

Pour éviter ces obstacles, l'état devrait au préalable choisir de meilleures politiques industrielles, politique fiscale et renforcer la sécurité sociale.¹

La corruption ou l'évasion fiscale sont liées à un comportement de recherche de rente. Les acteurs constatent qu'il est plus avantageux pour eux d'investir dans des activités de recherche de rente.

¹ Victor Polterovich ; op.cit,p12

Pour remédier à cela, les autorités devraient renforcer les institutions incitant les agents à investir dans des secteurs productifs : renforcer la protection des droits de propriété, assurer la transparence et la fourniture d'information nécessaire, moderniser le système juridique et renforcer les partenariats privé-public.

2-1-3 Le rôle de la société civile :

La confiance sociale et les intérêts politiques sont des atouts majeurs qui donnent aux acteurs la capacité de coopérer et de former des groupes sociaux. La société civile est une organisation qui rassemble des individus ayant des intérêts communs qui prennent des initiatives indépendamment des pouvoirs politiques. Cette société non gouvernementale, un acteur important du changement institutionnel, donne aux citoyens la possibilité d'exprimer leur opposition et influencer ainsi les décisions du gouvernement. Elle peut aussi renforcer la coordination des individus et les inciter à adopter un comportement éthique.

Malheureusement, les pays du tiers monde souffrent de l'absence d'une société civile qui remplit pleinement ses fonctions. Cette dernière a un rôle symbolique pour de nombreuses raisons comme l'absence de la démocratie et le manque de volonté des états à donner une certaine autonomie nécessaires au développement de cette société.¹

2-2 Les étapes de l'approche par diagnostic :

Le taux de croissance économique dépend de trois éléments essentiels :

- Le rendement social qui exprime le revenu tiré de l'accumulation des facteurs de production (capital physique, capital humain et technologie).
- Le degré d'appropriation de ce revenu par les entrepreneurs privés.
- Et le coût de financement.

Si un pays connaît une croissance faible et / ou lente alors il souffre du manque d'un ou de tous les éléments cités plus haut.²

¹ Taieb Baccouche (Président de l'Institut arabe des Droits de l'homme), **table ronde sur le rôle de la société civile dans la bonne gouvernance**, Organisée par DEFI médias, en partenariat avec le MEPI, la Fondation Friedrich Ebert et le Groupe Assabah,p4, http://festunis.org/media/portail/08_Tableronde_Gouvernance_1003.pdf

² Dani Rodrik, Rethinking growth strategies,op.cit ,p 18-19 .

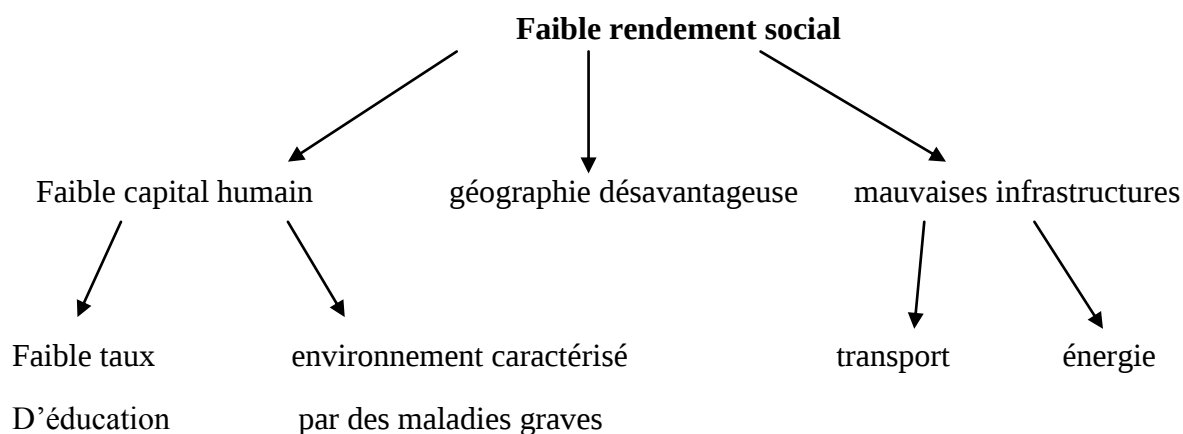
La première étape : Identifier le problème :

Le gouvernement doit d'abord identifier les causes de la faiblesse du taux de croissance de son économie. Les principaux obstacles afin de mieux y remédier en procédant à une politique de réforme ciblée.

Généralement, les pays en développement souffrent de deux problèmes fondamentaux :

- Un faible rendement privé ;
- Un coût de financement élevé.

Par exemple le pays souffre d'un faible rendement social



Source: Dani Rodrik, **Goodby Washington consensus, Hello Washington confusion** p983.

Deuxième étape : Imaginer les politiques de réforme et les cibler

Après l'identification du problème, le gouvernement devrait concevoir une politique de réforme efficace qui peut résoudre ce problème.

Troisième étape : Institutionnaliser les réformes :

Deux types de réformes sont importants pour une croissance durable :

- Les économistes doivent mettre l'accent sur la diversification de la production, trouver de nouvelles activités, adopté une technologie récente. Cela a fait le succès des pays asiatiques.

La libéralisation commerciale et les ressources naturelles ne peuvent pas être la source d'une croissance durable.

- Le renforcement et l'amélioration des institutions de gestion des conflits.

La principale cause de l'effondrement de la croissance est l'incapacité de l'économie à faire face aux chocs. L'état devrait donc renforcer l'état de droit, les institutions de démocratie et mettre en place des dispositifs de protection sociale (le gouvernement doit récompenser les perdants des réformes).

La réalisation de ces réformes nécessite une longue période, elle est très coûteuse et difficile à réaliser. Cela n'empêche pas un pays de concevoir des politiques ciblées et efficaces pour garantir le maintien de la croissance à court terme. (Selon Rodrik, l'initiation de la croissance ne nécessite pas de profondes réformes).¹

2-3 l'exemple du Salvador et du Brésil :

Ces deux pays ont connu de faibles taux de croissance durant la période 1990 comparé aux taux réalisés précédemment. Cette faiblesse des taux est liée à de faibles taux d'investissement dans ces deux pays.

L'étude menée par Rodrik et ses collègues démontrent que les causes du manque d'investissement ne sont pas les mêmes dans les deux pays. (Dani Rodrik, ouvrage : One economics, many Recipes² ; Article : Rethinking growth strategies³)

Problème commun : Faible taux d'investissement

Pays	Contraintes
Le Salvador	Faible rendement privé
Le Brésil	Coût de financement élevé

2-3-1 Le Salvador :

C'est une économie où :

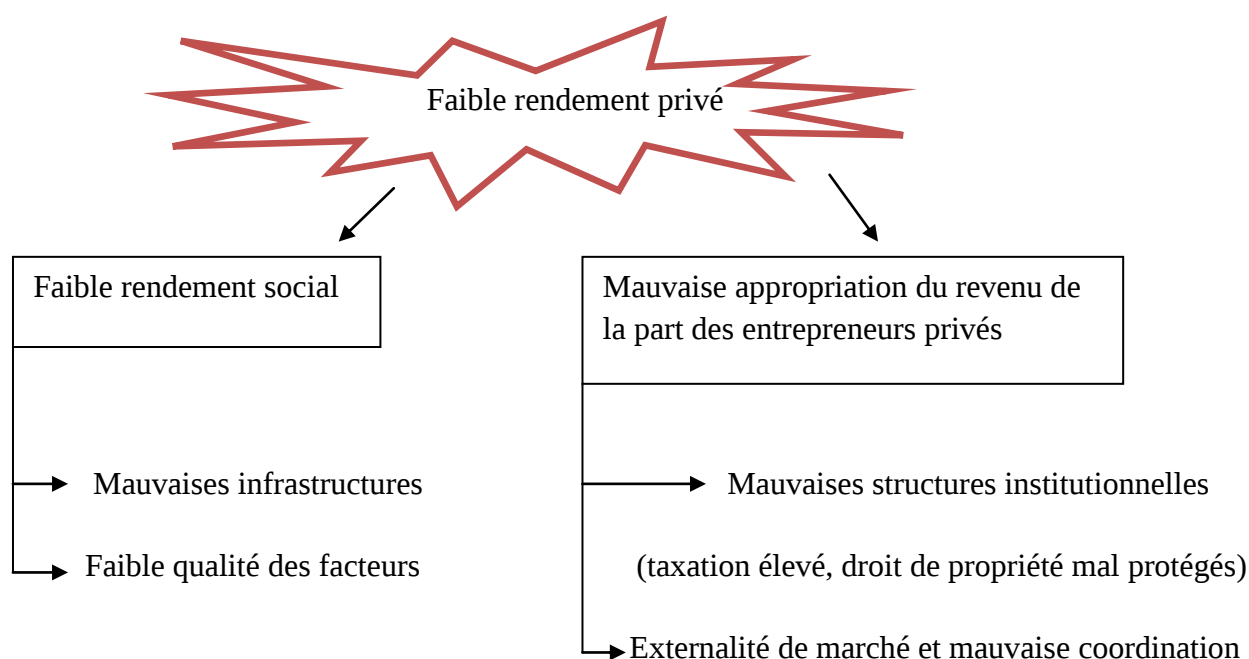
- Le taux d'intérêt est bas.
- Les ressources financières sont disponibles.
- La demande d'investissement de la part des investisseurs est faible à cause du manque d'opportunité d'investissement pour les entrepreneurs.

Les chercheurs ont procédé à une élimination successive pour trouver le fond du problème.

¹ Dani Rodrik, **Washington consensus, HellowWashington confusion**, op.cit, p985

² Rodrik, op.cit, p74

³ Rodrik, Rethinking growth strategies, p20



- Le pays ne peut pas souffrir d'un faible rendement social car il est doté de bonnes infrastructures et un rendement élevé des facteurs.
- Il a une bonne qualité institutionnelle, d'après le rapport de la BM il est parmi les pays les mieux classés.
- La fiscalité n'est pas élevée c'est parmi les pays qui ont la taxation la moins élevée en Amérique Latine.

Résultat :

Après l'élimination successive et d'après le schéma ci dessus, le Salvador souffre d'un faible rendement privé qui est dû à deux problèmes fondamentaux :

- L'externalité de l'information¹ : les entrepreneurs salvadoriens manquaient d'initiative pour investir dans de nouveaux projets. Quand bien même ces derniers parvenaient à trouver de nouvelles idées d'investissement dans de nouveaux secteurs, ils n'étaient pas encouragés.

En effet, l'imitation et le copiage étaient beaucoup plus simples que l'innovation. De plus, les nouvelles idées n'étaient pas protégées par des brevets et par conséquent une part du rendement de l'innovateur bénéficiait à ses concurrents imitateurs.

L'état n'offrait pas d'incitation aux entrepreneurs pour l'innovation.

¹ Dani Rodrik and John F Kennedy; **Industrial policy for the twenty first century; 2004**, p9-10; www.hks.harvard.edu/fs/drodrik/.../UNIDOSep.p..

Une étude de Klinger and Lederman a montré que le nombre de produits exportés dans un pays est lié positivement à la taille des barrières à l'entrée.

Nous allons expliciter ce dernier point à travers un exemple :

Un entrepreneur algérien découvre qu'il est plus avantageux de fabriquer des tables à repasser en Algérie que de les importer de Chine (coût de production domestique est plus faible). Il décide donc de construire un atelier pour la fabrication des tables à repasser (en adaptant la technologie de fabrication aux conditions locales).

Imaginant que le cadre institutionnel soit efficace (il n'y a pas de bureaucratie ni d'expropriation le système judiciaire est efficace..). L'entrepreneur sera malgré tout confronté à un problème majeur.

Si son activité échoue alors il va récolter (supporter) tous les coûts de la défaillance du projet. En revanche si son activité se termine par un succès, il partagera son gain avec un ensemble d'autres investisseurs qui vont copier sa découverte et récolter le fruit de son expérience.

On constate que le rendement social est élevé mais le rendement privé de l'entrepreneur est très faible.

Dans les pays du tiers monde comme l'Algérie, il n'existe pas un système de protection des brevets comme dans les pays avancés. Il n'y a pas de barrières à l'entrée de nouveaux investisseurs bien que c'est une simple découverte et pas une innovation.

C'est pour cette raison que les entrepreneurs préfèrent s'éloigner des activités nouvelles. Ils sont découragés par la faible rémunération que leur procure ce genre d'activité.

Pour remédier à ce problème l'état devrait subventionner les activités non traditionnelles et offrir aux entrepreneurs initiaux des avantages fiscaux (exemple exonération fiscale jusqu'à ce que le projet devienne rentable) et leur faciliter l'accès au crédit.

- Les défaillances de coordination : c'est lorsque l'investissement dans un secteur ne peut être rentable que si d'autres investissements sont faits en même temps.

On conclut que la faible croissance du Salvador est causée par l'imperfection du marché qui entrave la diversité économique.¹

¹ Dani Rodrik and John F Kennedy; **Industrial policy for the twenty first century**; op.cit; p 12-13

2-3-2 Le Brésil :

Comme le montre le tableau, contrairement au Salvador, le rendement privé au Brésil est élevé. La demande d'investissement est forte et les nouvelles idées pour tenter d'investir dans de nouveaux secteurs ne manquent pas. Ces investisseurs sont en revanche contraints par les obstacles au financement :

- Taux d'intérêt élevé.
- Taux d'épargne domestique faible.
- Les contraintes d'emprunts dans les marchés financiers et monétaires internationaux.
- Manque de ressources financières nationales.

Résultat :

Pour résoudre ce problème, l'état brésilien devrait penser à une stratégie lui permettant de réduire le coût du capital et ceci par :

- L'amélioration de l'intermédiation bancaire.
- Augmentation du taux d'intérêt créditeur pour attirer l'épargne nationale.
- Renforcer les garanties pour recevoir des emprunts des marchés internationaux.¹

3- **Le Botswana : « le miracle économique africain »** :

Le Botswana est un pays de l'Afrique sub-saharienne qui n'a pas accès à la mer. Malgré ces conditions initiales défavorables, ce pays est parvenu à réaliser un taux de croissance exceptionnelle de 7,7% durant toute la période 1965-1998. Ces voisins ont quant à eux connu pour la plupart une croissance négative.

La croissance étonnante du Botswana a même dépassé celle réalisés par les dragons asiatiques durant la même période (6,4% au Singapour et 6,6% en Corée du sud). Ce succès historique a éveillé l'intérêt des économistes américain.

En effet, Acemoglu, Johnson et Robinson ont étudié les facteurs clés de cet énorme succès qui n'est autre que **l'efficacité du cadre institutionnel botswanais**.²

¹ Dani Rodrik ; rethinking growth strategies; op.cit ; p 21

² Jean-Marc Siroën, **Institutions et Croissance-In Search of Prosperity avec une introduction de Rodrik Dani**, 2004, Séminaire : Relations économiques internationales, p15, <http://www.dauphine.fr/globalisation/perset.pdf>

3 1- les institutions pré-coloniales: (Valentin Seidler, colonial legacy and institutional development the cases of Botswana and Nigeria)¹

Le Botswana était majoritairement habité par les **Tswana** une tribu divisé en sous groupes. Chaque groupe était géré par un chef. Ces groupes partageaient le même patrimoine culturelle Tswana (la même langue, les mêmes rituels, les mêmes normes... Au sein de cette tribu, les interactions humaines étaient gérées par des institutions informelles robustes et efficaces et ces normes étaient internalisées grâce à l'éducation des parents.

- Le chef du groupe bénéficiait d'une autorité constitutionnelle, juridique et exécutive.
 - Le leader était responsable de ses décisions envers la tribu et n'en prenait aucune avant de consulter son assemblée traditionnelle « Kgolta ». les membres de cette assemblée lui prodiguaient des conseils concernant les affaires du pays.
 - Il faisait face à de nombreuses contraintes. En effet, ces subordonnés avaient le droit d'exprimer leur désaccord et de s'opposer à ses décisions.
 - Concernant le système juridique, il n'y avait pas de distinction entre le chef et les roturiers aux yeux de la loi. Donc, la loi s'applique à tout le monde sans exception.
 - Le chef ne devait sa légitimité qu'au respect accordé par sa tribu.
 - Il se devait de poursuivre des intérêts économiques pour avoir le soutien politique de l'élite économique puissante.
 - Le chef avait plein pouvoir dans la répartition des terres pour la culture des plantes fourragères.
- Ce pouvoir était toutefois construit selon un système hiérarchique composé de ses proches, des fonctionnaires et des chefs des quartiers.

Les droits de propriété :

Les institutions Tswana pré coloniale étaient constituées d'institutions de droit de propriété protégeant les propriétaires du risque d'expropriation. C'est le chef lui-même qui assurait cette protection. Il existait deux types de propriété selon la valeur de l'actif :

Une propriété commune (publique) : lorsque les terres sont abondantes et inutilisables, le leader les distribuait aux individus de sa tribu pour la culture ou l'habitation.

¹ Valentin Seidler, op.cit, p57, p62-73

Une propriété privée : lorsque les terres sont rare et/ ou l'actif a une grande valeur (comme les bovins qui était la source agricole la plus importante car on pouvait y extraire du lait, de la peau, de la viande ...), le chef préférait la mise en place d'une propriété privé.

La puissance de l'état de droit et les contraintes imposés aux élites était des facteurs importants dans la protection des droits de propriété.

Le chef avait même instauré un système de transfert des droits de propriété. Un propriétaire de bovin pouvait par exemple transférer sa propriété à un autre individu de la même tribu pour la production du lait. Le propriétaire gardait son titre de propriété et pouvait profiter des gains. Arrivé au terme du contrat, le propriétaire pouvait lui céder quelques bovins pour l'exploiteur afin qu'il puisse constituer son propre troupeau.

3-2 Les institutions coloniales : (AJR¹, Valentin Seidler²)

Le Botswana a été colonisé par les britanniques qui ont constitué un protectorat afin de défendre les Tswanas contre leur ennemis allemands et africains. Contrairement aux autres colonies africaines où les colons ont instauré des institutions extractives, les britanniques n'ont presque pas modifié les institutions Tswanas.

Cette période était caractérisée par :

- L'absence de conflit entre les colons (qui ne représentaient que 1% de la population) et les Tswanas.
- En **1960**, le régime colonial a créé un conseil législatif et le premier parti politique. Ainsi le parti démocratique de Bechuanaland qui est ensuite devenu « parti politique du Botswana » fondé par **Seretse Kama** constitué d'une élite éduquée , les chefs des groupes, les professeurs,...
Ce parti se servait de structures informelles traditionnelles de loyauté entre le chef et les roturiers. Il est devenu tellement puissant que son chef est sorti vainqueur des élections en 1965.
- Les britanniques n'intervenaient pas dans les décisions du chef.

¹ Acemoglu –Johnson and Robinson, **An african success story :Botswana**, July 2001, MIT Department of Economics Working Paper No. 01-37 ; P15; <http://www.colby.edu/economics/faculty/jmlong/ec479/AJR.pdf>

² Valentin Seidler,op.cit,p78-79

- Ils ont investi dans les infrastructures. en effet, 75% des dépenses britanniques étaient administratives et le reste des dépenses étaient destinés à fournir les armes aux botswanais pour combattre les allemands et les africains qui envahissaient leur terre.
- Les britanniques ont participé au développement et à la modernisation des institutions traditionnelles comme le développement de la langue anglaise.
- L'impact le plus important du régime colonial sur l'économie botswanaise est **l'introduction des taxes** en 1899. C'est ce qui a permis le développement d'une économie monétaire.
- L'introduction de produits nouveaux et le développement du commerce.
- La migration des citoyens botswanais vers l'Europe pour travailler. En 1943 la moitié de la population active travaillait à l'étranger.

Après l'indépendance, les anciennes institutions de Tswana ont subi une transformation pour répondre aux nouvelles institutions formelles mises en place.

On peut déduire que les institutions précoloniales étaient nécessaires à la création d'un état moderne.¹

4- Les limites de la théorie néo-institutionnelle : (Ha-Joon.Chang², Edward L. Glaeser³)

Malgré l'apport considérable de la nouvelle économie institutionnelle, elle contient quelques insuffisances :

- Lorsque les partisans de cette nouvelle théorie montrent le lien entre les institutions et la croissance et/ou le développement, ils négligent l'effet inverse (l'impact de la croissance et/ou le développement sur les institutions. La croissance économique engendre l'augmentation de la richesse et par conséquent l'augmentation des revenus.

Les acteurs qui ne pouvaient investir à cause du manque des ressources pourront le faire grâce à l'accroissement de leurs revenus. Ils vont donc revendiquer un meilleur cadre institutionnel pour tirer profit de leurs nouvelles opportunités d'investissement.

- Le processus de réformes institutionnelles qui vise à instaurer de meilleures institutions pour le bon fonctionnement des transactions est très coûteux.

¹ Idem

² Ha- Joon Chang ; **Institutions and economic development: theory policy and history** ; 2010; Journal of institutional economics , p3-7,11; mba.americaeconomia.com/.../joieinstitutionsandd...

³ Edward L. Glaeser-Rafael La Porta- Florencio Lopez-de-Silanes- Andrei Shleifer ; **Do institutions cause growth** ;2004 ; Working Paper 10568; p3; <http://www.nber.org/papers/w10568>

Effectivement, l'établissement des tribunaux, la réforme du système judiciaire et financier ainsi que la mise en place de nouvelles procédures pour la garantie des droits de propriété nécessitent des ressources financières importantes que seuls les pays à revenu élevé peuvent s'offrir.

- Les ressources financières et humaines déployées pour l'amélioration du cadre institutionnel peuvent être utilisées directement dans le processus de croissance.
- Lipset (sociologue américain et spécialiste en science politique) suppose que de bonnes institutions sont la conséquence et non pas la cause de l'augmentation du capital humain essentiellement dans les pays pauvres.

Lorsque les individus deviennent plus éduqués, ils auront une certaine maturité sociopolitique qui leur permettra de discerner une mauvaise gouvernance. Ils exigeront donc une meilleure gouvernance de leur dirigeant et par voie de conséquence des institutions plus efficaces.

- Les néo-institutionnalistes supposent que les institutions permettant la libéralisation des marchés sont efficaces et favorisent la croissance économique, alors que la crise financière de 2008 a montré que l'offre d'une liberté absolue aux entreprises sans prendre en compte le risque systémique peut détruire l'économie.
- Les variables institutionnelles sont très difficiles à mesurer puisqu'elles ont un caractère qualitatif. De plus, leur mesure repose sur des perceptions d'expert qui peut être subjective.
- Cette théorie n'a pas donné une définition complète des formes des droits de propriété.

En effet, mis à part la propriété publique et privée il existe d'autres formes comme les droits de propriété communs. Cette dernière peut être plus efficace que la propriété privée dans certaines circonstances comme c'est le cas des entreprises communales et villageoises en Chine.¹

Conclusion du chapitre :

La NEI est parvenu à expliquer les raisons du blocage des réformes dans la plupart des pays en développement. En effet, en utilisant l'outil institutionnel et deux facteurs clés (la dotation en ressources et l'expérience socialiste), cette théorie a montré comment et pourquoi les élites veulent garder un cadre institutionnel défaillant.

Ainsi, les ressources naturelles ne condamnent pas un pays à l'échec mais ne garantissent pas pour autant sa réussite économique.

Il y'a des pays qui font des ressources naturelles un moyen de décollage économique comme la Malaisie par exemple, et d'autres qui font de ses ressources un système de rente comme l'Algérie.

¹ Ha Joon Chang, op.cit ;p8